

Le renouvellement d'autorisation hydroélectrique

Droits, procédures, risques et stratégie

Auteur / ORCID	M. Denis Bouzon https://orcid.org/0009-0007-8894-8902
Nature du document	Note technique d'aide au cadrage réglementaire
Domaine	Renouvellement d'autorisation hydroélectrique
Destinataires	Propriétaires d'ouvrages hydrauliques – exploitants de centrales hydroélectriques – porteurs de projets – maîtres d'ouvrage – bureaux d'études
Licence	CC BY 4.0
Version / Date	1.0 / 02 juin 2026
DOI	https://zenodo.org/uploads/20524364
HAL-I	https://
URL dépôt	https://www.eau-energie.fr/papers/cahier3.pdf
URL page	https://www.eau-energie.fr/papers/cahier3.html

Résumé

Cette note technique examine le renouvellement des autorisations hydroélectriques en régime d'autorisation (< 4 500 kW), notamment lorsque le titre d'exploitation à renouveler a pour support la loi du 16 octobre 1919, avant la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Ces actes vont arriver à échéance dans un environnement juridique profondément modifié depuis leur délivrance. Cette note distingue l'échéance du titre d'exploiter, qui relève du Code de l'énergie, de l'existence légale de l'ouvrage hydraulique, qui relève du Code de l'environnement.

La note reconstitue la chaîne juridique applicable : reconnaissance des ouvrages antérieurs à 1992 par l'article L.214-6 II, qualification IOTA par la nomenclature annexée à l'article R.214-1, mécanisme de poursuite prévu par l'article R.214-53, possibilité de prescriptions complémentaires par l'article R.181-45 et distinction entre le renouvellement du titre énergétique et le renouvellement éventuel d'une autorisation environnementale.

Elle analyse les pratiques observées : requalification vers la procédure complète R.181-1 à D.181-57, usage extensif de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2015, relèvement non justifié du débit réservé vers le QMNA5 et invocation de doctrines internes non opposables. La confusion entre le foncier, qui relève du Code de l'environnement, et l'usage de la force motrice hydraulique, qui relève du Code de l'énergie, est courante. La note insiste sur l'importance fondamentale de procéder à une analyse préalable, en vue d'un cadrage légal et réglementaire destiné à sécuriser les exploitants.

Mots-clés

Autorisation hydroélectrique ; renouvellement ; Code de l'énergie ; Code de l'environnement ; L.531-1 ; loi sur l'eau ; déclaration IOTA ; prescriptions complémentaires ; débit réservé ; QMNA5 ; autorisation environnementale ; R.181-49 du Code de l'environnement ;

Sommaire

Résumé.....	1
Sommaire.....	2
1. Objet de la note et centrales concernées.....	2
2. État des lieux des autorisations hydroélectriques arrivant à échéance.....	3
2.1. Ouvrages fondés en titre.....	3
2.2. Ouvrages disposant d'un droit d'eau non réglementé.....	3
2.3. Ouvrages réglementés et autorisés sans limite de temps.....	4
2.4. Ouvrages réglementés et autorisés avec une limite de temps.....	4
2.5. Ouvrages autorisés.....	4
3. Historique juridique et réglementaire.....	4
3.1. La loi sur l'eau de 1984 et l'arrêté de classement de 1986.....	4
3.2. La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 – nouveaux classements, nouveau code.....	4
3.3. La DCE 2000/60/CE – ce qu'elle dit, et ce qu'elle ne dit pas.....	5
3.4. Entre la DCE et la LEMA – le choix politique de 2006.....	6
3.5. Le classement L.214-17.....	7
3.6. L'autorisation environnementale unique – 2017.....	7
3.7. Le débit réservé – enjeu au renouvellement.....	7
Les trois régimes de débit réservé, débit minimum et débit minimum biologique.....	8
<i>La LEMA 2006 et l'article L.214-18 – le relèvement au 1/10e.....</i>	8
<i>Le QMNA5 – une recommandation interne sans base légale.....</i>	8
4. La chaîne juridique applicable au renouvellement.....	9
4.1. La différence Code de l'énergie / Code de l'environnement.....	10
4.2. La transposition de plein droit par l'article L.214-6 II.....	10
4.3. Qualification IOTA et mécanisme de poursuite prévu à l'article R.214-53.....	11
4.4. Articulation légale et réglementaire.....	12
4.5. Quelle procédure appliquer alors ?.....	13
4.6. La procédure R.181-49 n'est pas la solution automatique.....	14
4.7. Arrêté du 11 septembre 2015.....	15
5. Les risques principaux.....	16
5.1. Requalification vers la procédure complète R.181-1 à D.181-57.....	16
<i>La procédure R.181-1 à D.181-57 – le labyrinthe dans le détail.....</i>	17
<i>Le mécanisme du fléchage.....</i>	18
Le coût réel d'une requalification non contestée vers la procédure initiale R.181-1 à D.181-57.....	18
5.2. Le risque R.214-87 du Code de l'environnement – la coupure du contrat EDF OA.....	19
6. Les solutions.....	20
6.1. Le cadrage préalable – définir l'échiquier.....	20
6.2. Les erreurs en début de procédure.....	21
6.3. Chronologie recommandée.....	22
7. Conclusion.....	22
8. Bibliographie et références réglementaires.....	23
Textes législatifs et réglementaires.....	23
Codes cités.....	23
Circulaires et documents administratifs.....	23
Doctrines, rapports et analyses publiques.....	24
Jurisprudence indicative.....	24

1. Objet de la note et centrales concernées

La présente note technique est publiée et rendue publique et accessible à tous. Elle a pour ambition de dresser un état des lieux des autorisations hydroélectriques arrivant prochainement à échéance, en particulier celles issues de la Loi du 16 octobre 1919, rattachées aujourd'hui au Code de l'énergie.

Elle rappelle le cadre historique, légal et réglementaire : l'évolution de la police de l'eau, la loi pêche de 1984, la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, la reconnaissance des ouvrages antérieurs par l'article L.214-6 du Code de l'environnement, la nomenclature IOTA, l'autorisation environnementale unique et l'articulation avec les dispositions du Code de l'énergie relatives à l'exploitation de la force motrice hydraulique.

Cette note n'a pas pour objet de proposer une procédure unique applicable à tous les ouvrages. Elle souligne au contraire la nécessité d'une analyse au cas par cas, en fonction de l'histoire administrative de chaque installation, de chaque cours d'eau, de la nature du titre arrivé à échéance, de l'existence légale de l'ouvrage, des rubriques IOTA applicables, des prescriptions déjà opposables et des éventuelles modifications envisagées.

Elle constitue ainsi un support de réflexion destiné aux exploitants et propriétaires d'ouvrages hydroélectriques, afin de les aider à mettre en place une stratégie avant l'échéance de leur titre.

L'objectif est de permettre à chaque exploitant de traverser cette étape dans les meilleures conditions de sécurité juridique, en recherchant la voie procédurale la plus adaptée, la plus proportionnée, la moins coûteuse en temps, en argent et en énergie cognitive, tout en respectant les exigences légales et réglementaires applicables.

Comprendre d'où l'on vient juridiquement est souvent la condition pour savoir vers quelle procédure il est le plus utile d'aller, puis pour installer une méthode et une chronologie.

La présente note est dédiée aux centrales hydroélectriques qui ont fait l'objet d'un acte d'autorisation au titre de la loi du 16 octobre 1919 et de ses décrets connexes, entre la loi pêche de 1984 et la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, pour une durée de 40 ans, dont l'échéance arrive à terme entre 2024 et 2032.

Cette note sera mise à jour selon les retours et l'actualité réglementaire.

2. État des lieux des autorisations hydroélectriques arrivant à échéance

2.1. Ouvrages fondés en titre

Les ouvrages hydrauliques en France dont l'existence est attestée antérieurement au 16 août 1789 sont reconnus, par la jurisprudence constante du Conseil d'État, comme dits « fondés en titre ».

Ces ouvrages disposent d'une autorisation de droit, reconnue par l'article L.214-6, II, du Code de l'environnement comme autorisation acquise, et par l'article L.511-4, 1°, du Code de l'énergie comme ouvrages disposant d'une existence légale. Le droit fondé en titre est rattaché à l'acte de propriété au titre du Code civil.

Cette note ne s'adresse pas à ces ouvrages.

2.2. Ouvrages disposant d'un droit d'eau non réglementé

Les ouvrages barrant un cours d'eau, avec prise d'eau créée entre le 16 août 1789 et la circulaire du 23 octobre 1851, et qui n'ont jamais été réglementés sur les cours d'eau non domaniaux, disposent d'un droit d'eau associé à la propriété. Pour ces ouvrages, la qualification doit être maniée avec prudence : lorsqu'ils ne disposent pas d'un titre formel antérieur, l'argument relève d'abord de l'existence légale, des droits acquis et des preuves historiques, plutôt que de l'article L.511-9 lui-même.

Ils peuvent être regardés comme autorisés ou existants au titre du droit de l'eau, sous réserve de la preuve de leur consistance légale et des démarches administratives nécessaires. L'article L.511-9 du Code de l'énergie doit en revanche être réservé aux installations hydrauliques autorisées à la date du 18 octobre 1919 et dont la puissance ne dépasse pas 150 kW.

Cette note ne s'adresse pas à ces ouvrages.

2.3. Ouvrages réglementés et autorisés sans limite de temps

Les ouvrages réglementés ou autorisés à la date du 18 octobre 1919, dont la puissance maximale brute ne dépasse pas 150 kW, peuvent continuer d'être exploités conformément à leur titre, sans autre limitation de durée que celle résultant de la possibilité de suppression dans les conditions prévues au titre Ier du livre II du Code de l'environnement, conformément à l'article L.511-9 du Code de l'énergie.

Cette note ne s'adresse pas à ces ouvrages.

2.4. Ouvrages réglementés et autorisés avec une limite de temps

Les ouvrages réglementés au titre de la circulaire du 23 octobre 1851, existant avant la loi du 16 octobre 1919, dont la puissance maximale brute dépasse 150 kW, relèvent d'un régime différent : ils ne bénéficient pas de la règle de maintien sans limitation de durée prévue par l'article L.511-9. Les autorisations délivrées ou renouvelées au titre du régime hydroélectrique doivent alors être appréciées au regard du titre dont bénéficie l'installation et de la limite maximale de 75 ans désormais prévue par l'article L.531-2 du Code de l'énergie.

La recommandation prévue dans les actes d'autorisation est généralement de faire connaître à la préfecture son intention de renouveler au moins deux ans avant l'échéance de l'autorisation.

Cette note est pour ces ouvrages.

2.5. Ouvrages autorisés

Tout ouvrage hydraulique barrant un cours d'eau, avec une prise d'eau, construit après la loi du 16 octobre 1919, a été soumis à une procédure d'autorisation d'utiliser la force motrice hydraulique.

La durée d'une autorisation étant souvent de 40 ans, tout ouvrage autorisé à partir d'un acte de 1986 ou postérieur sera appelé à ouvrir une procédure de renouvellement d'autorisation.

Cette note est pour ces ouvrages.

3. Historique juridique et réglementaire

3.1. La loi sur l'eau de 1984 et l'arrêté de classement de 1986

La loi du 29 juin 1984 relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles introduit la notion de franchissabilité des ouvrages hydrauliques. L'arrêté interministériel de classement de 1986 dresse la liste des cours d'eau ou portions de cours d'eau nécessitant des dispositions particulières pour la montaison des poissons migrateurs.

Les ouvrages déjà autorisés à cette date ont fait l'objet d'un recensement et d'un traitement administratif dans le cadre de cette loi. Ils ont satisfait à leurs obligations au titre du classement de 1986. Ce point est fondamental : ces ouvrages ne sont pas en infraction — ils sont en conformité avec le droit applicable au moment de leur autorisation et à la date de leur intégration dans le dispositif de la loi de 1984.

Un ouvrage autorisé sous la loi de 1919, recensé et traité au titre de l'arrêté de classement de 1986, dispose de droits acquis. Il ne peut être soumis rétroactivement à des obligations nées de textes postérieurs, sauf disposition législative expresse en ce

sens.

3.2. La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 — nouveaux classements, nouveau code

La loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau constitue le deuxième texte fondateur du droit de l'eau français. Elle introduit des changements de fond qui affectent directement les exploitants de centrales hydroélectriques existantes, mais dans des limites précises que la pratique administrative ultérieure a systématiquement outrepassées.

Ses apports principaux sont les suivants:

- Elle consacre l'eau comme patrimoine commun de la nation et pose le principe de gestion équilibrée de la ressource, intégrant pour la première fois les usages économiques et les besoins des écosystèmes aquatiques sur un pied d'égalité — sans hiérarchie entre eux;
- Elle crée les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), confiés aux comités de bassin, documents de planification à l'échelle des grands bassins hydrographiques;
- Elle soumet à autorisation ou déclaration tout projet susceptible d'avoir un impact sur la ressource en eau — c'est l'origine de la nomenclature IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Activités) codifiée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement;
- Elle introduit dans le Code rural (article L.232-5) l'obligation de débit réservé pour tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau — débit minimal fixé au 1/10e du module du cours d'eau au droit de l'ouvrage, correspondant au débit moyen interannuel évalué sur au moins cinq ans.

Ce dernier point appelle une précision fondamentale: l'obligation de débit réservé au 1/10e du module créée par la loi de 1992 et codifiée à l'article L.232-5 du Code rural s'applique aux ouvrages à construire — pas aux ouvrages déjà autorisés et en exploitation. Les ouvrages existants autorisés avant 1992 ont un débit réservé fixé par leur arrêté d'autorisation, souvent au 1/40e du module selon la règle en vigueur à l'époque de leur instruction.

La loi du 3 janvier 1992 ne crée pas d'obligation rétroactive de mise au 1/10e du module pour les ouvrages autorisés avant son entrée en vigueur. Imposer ce seuil à un renouvellement sans modification substantielle constitue une application rétroactive de la loi — juridiquement infondée en l'absence de disposition législative expresse en ce sens. La généralisation du plancher au 1/10e du module à l'ensemble des ouvrages existants n'interviendra qu'avec la LEMA du 30 décembre 2006, par l'article L.214-18, avec une date butoir fixée au 1er janvier 2014 — voir §3.7 ci-après.

La loi de 1992 introduit également dans le Code rural un nouveau dispositif de classement des cours d'eau au regard de la protection du poisson et des milieux aquatiques, distinct du classement de 1986. Ce dispositif sera ensuite réformé et amplifié par la LEMA de 2006 avec la création des listes 1 et 2 de l'article L.214-17. Mais à chaque étape, la portée juridique réelle de ces classements — obligations de résultat sur les masses d'eau, non obligations techniques individuelles sur chaque ouvrage — reste la même.

3.3. La DCE 2000/60/CE — ce qu'elle dit, et ce qu'elle ne dit pas

La directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004, fixe un cadre européen pour la politique de l'eau. Elle impose aux États membres d'atteindre le bon état des masses d'eau selon un calendrier défini — initialement 2015, repoussé à 2021 puis à 2027. Elle est régulièrement invoquée par la DGALN/DEB pour justifier les exigences imposées aux exploitants au moment du renouvellement. Cette invocation ne correspond cependant pas exactement à la portée juridique définie par la directive, comme il sera exposé ci-après.

La DCE définit le bon état d'une masse d'eau selon deux dimensions distinctes et précisément délimitées:

- Le bon état chimique: évalué par des seuils de concentration quantitatifs pour une quarantaine de substances prioritaires — métaux, pesticides, hydrocarbures, solvants, produits éco-toxiques. C'est une directive essentiellement biochimique dans sa dimension mesurable et opposable;

- Le bon état écologique: évalué par des éléments de qualité biologiques (phytoplancton, macrophytes, invertébrés benthiques, poissons), appuyés sur des éléments physico-chimiques (température, oxygène, nutriments, acidité) et hydromorphologiques (régime hydrologique, continuité, morphologie du lit). Ces éléments hydromorphologiques sont des facteurs de support à la biologie — ils ne constituent pas un état évalué de façon autonome.

Ce point est confirmé par la circulaire ministérielle DCE n° 2005-12 du 28 juillet 2005, qui précise explicitement que la DCE ne prévoit pas qu'il soit évalué un état hydromorphologique à l'image de ce qui est prévu pour l'état chimique. Les éléments hydromorphologiques — dont la continuité — sont des facteurs explicatifs de l'état biologique, pas des obligations techniques autonomes opposables à chaque ouvrage.

La DCE 2000/60/CE ne mentionne pas la continuité écologique des ouvrages au sens de la loi française de 1984. Elle ne crée pas d'obligation de passe à poissons, de débit réservé renforcé, ou d'arasement d'ouvrage. Elle fixe des objectifs d'état sur les masses d'eau — pas des prescriptions techniques sur chaque installation individuelle. Son invocation pour justifier des travaux imposés à un exploitant au renouvellement excède sa portée juridique réelle.

Les SDAGE — instruments de transposition de la DCE à l'échelle des bassins — sont des documents de planification. Ils définissent des objectifs et des orientations. Ils ne sont pas directement opposables aux tiers dans le cadre d'une procédure individuelle d'autorisation. Un SDAGE ne peut pas fonder légalement à lui seul une prescription de travaux dans un arrêté de renouvellement.

3.4. Entre la DCE et la LEMA — le choix politique de 2006

La DCE 2000/60/CE fixait des objectifs de bon état chimique des eaux de surface et souterraines. Les polluants visés étaient identifiés avec précision: nitrates d'origine agricole, pesticides, résidus pharmaceutiques, hydrocarbures, métaux lourds, solvants industriels. Ces substances constituent l'essentiel de la dégradation chimique réelle des masses d'eau françaises.

Les données disponibles en 2006 au moment de l'élaboration de la LEMA étaient sans ambiguïté sur les responsabilités:

- 90 % de l'azote présent dans l'environnement aquatique est d'origine agricole — fertilisants et effluents d'élevage;
- Les pesticides et nitrates sont les polluants les plus répandus dans les eaux souterraines françaises;
- 41,6 % des captages d'eau potable abandonnés entre 1980 et 2025 l'ont été en raison de teneurs excessives en nitrates et pesticides;
- L'industrie pétrolière, chimique et pharmaceutique contribue significativement à la présence de micropolluants et de substances prioritaires dans les eaux de surface.

Transposer fidèlement la DCE en droit français aurait imposé de s'attaquer directement à ces secteurs: agriculture intensive, industrie chimique, pétrochimie, pharmacie. Des secteurs économiquement puissants, politiquement organisés, capables de résistance collective et de contentieux de longue durée.

Le gouvernement français a fait un autre choix. La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 transpose la DCE en réorientant l'effort réglementaire vers les ouvrages hydrauliques — seuils, barrages, moulins, micro-centrales. Ces ouvrages n'ont aucune responsabilité dans la dégradation chimique des eaux. Leur impact sur l'état biologique des masses d'eau est réel mais marginal au regard des pressions agricoles et industrielles. Mais leurs exploitants sont dispersés, sans organisation collective efficace, et sans capacité de résistance politique.

La LEMA de 2006 ne touche pas aux nitrates agricoles. Elle ne touche pas aux pesticides. Elle ne touche pas aux rejets industriels, pharmaceutiques ou pétroliers. Elle crée la continuité écologique des ouvrages hydrauliques — notion absente de la DCE qu'elle est censée transposer. Ce choix procède d'une orientation de politique publique nationale.

C'est dans ce contexte que doit être lue toute la politique de renouvellement des autorisations hydroélectriques depuis 2006. Les prescriptions imposées aux exploitants au titre de la continuité écologique ne sont pas la conséquence inévitable du droit européen. Elles sont le produit d'un choix national délibéré, opéré en substituant une cible administrativement plus accessible aux pressions principales sur la qualité des eaux que la DCE entendait traiter.

3.5. Le classement L.214-17

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 crée le classement des cours d'eau en deux listes au titre de l'article L.214-17 du Code de l'environnement. La DGALN a présenté ce dispositif comme une avancée majeure — une révolution dans la protection des milieux aquatiques, justifiant une mobilisation administrative et réglementaire sans précédent.

La réalité est tout autre. Les arrêtés de classement publiés par les préfets coordonnateurs de bassin entre 2012 et 2013 sont, pour l'essentiel, la transposition des classements antérieurs déjà existants :

- La liste 1 — protégeant les cours d'eau en très bon état ou jouant le rôle de réservoir biologique — annule, remplace et complète le classement en « rivières réservées » au titre de la loi de 1919;
- La liste 2 — imposant la continuité écologique aux ouvrages existants — annule, remplace et complète le classement des « rivières classées » au titre de l'article L.432-6 du Code de l'environnement, lui-même issu des classements opérés par les arrêtés ministériels de 1986 à 1995.
- La généalogie réglementaire est précise et documentée. Les arrêtés fondateurs sont: Arrêté du 2 janvier 1986 fixant la liste des espèces migratrices présentes dans les cours d'eau classés au titre de l'article 411 de la loi du 29 juin 1984 — premier classement national avec obligation de dispositifs de franchissement dans un délai de cinq ans;
- Arrêtés du 26 novembre 1987 fixant la liste des cours d'eau à saumon et à truite de mer;
- Arrêté du 21 août 1989 fixant par bassin et sous-bassin la liste des espèces migratrices dans les cours d'eau classés au titre de l'article 411 du Code rural;
- Arrêté du 27 avril 1995 complétant les classements précédents;
- Arrêté du 1er août 2002 reprenant et consolidant l'ensemble des classements antérieurs.

Ces textes couvrent les mêmes cours d'eau, les mêmes espèces cibles, les mêmes obligations de franchissement que les arrêtés de 2012. Les ouvrages classés en liste 2 en 2012 étaient, pour la quasi-totalité d'entre eux, déjà classés depuis 1986 ou 1989. Leurs exploitants avaient déjà satisfait — ou étaient en cours de satisfaire — aux obligations découlant de ces classements anciens.

Les arrêtés de classement L.214-17 de 2012 ne créent pas de nouvelles obligations sur de nouveaux cours d'eau pour la grande majorité des ouvrages concernés. Ils reprennent des obligations anciennes en ajoutant un délai de cinq ans qui repart à zéro. Ce mécanisme a pour effet de réinitialiser des obligations déjà satisfaites antérieurement, comme si l'historique réglementaire des trente années précédentes n'avait pas existé.

Pour les ouvrages autorisés avant 1986 et déjà traités au titre des arrêtés de classement successifs, cette remise à zéro est juridiquement contestable. Elle revient à imposer une troisième fois — sous une étiquette nouvelle — des obligations auxquelles l'exploitant a déjà répondu deux fois au cours des quarante années précédentes.

3.6. L'autorisation environnementale unique — 2017

L'ordonnance du 26 janvier 2017 crée l'autorisation environnementale unique, codifiée aux articles L.181-1 à L.181-31 et R.181-1 à R.181-56 du Code de l'environnement. Elle fusionne en un acte unique les différentes autorisations auparavant délivrées séparément (autorisation loi sur l'eau, autorisation loi de 1919, dérogation espèces protégées, etc.).

3.7. Le débit réservé — enjeu au renouvellement

Le débit réservé — débit minimal laissé à l'aval d'un ouvrage pour garantir la vie aquatique — est l'une des prescriptions les plus déterminantes économiquement pour un exploitant hydroélectrique. Son histoire réglementaire est précise et ses conséquences au renouvellement sont majeures.

Les trois régimes de débit réservé, débit minimum et débit minimum biologique

La loi du 16 octobre 1919 ne fixe aucune valeur de débit réservé. Elle laisse à la libre appréciation de la préfecture, ouvrage par ouvrage, la détermination d'un débit réservé au cas par cas. Chaque arrêté préfectoral d'autorisation fixait une valeur propre au site, négociée avec les services techniques des Ponts et Chaussées.

Ces valeurs reflétaient un équilibre entre les acteurs de l'eau, en laissant aux préfectures la liberté d'ajuster les prescriptions au mieux des divers intérêts locaux.

La loi pêche du 29 juin 1984 en eau douce introduit le premier plancher national uniforme: le débit réservé ne peut être inférieur au 1/40e du module du cours d'eau au droit de l'ouvrage. Cette règle s'applique à tous les ouvrages existants dès sa promulgation — c'est la première obligation légale chiffrée et opposable en matière de débit réservé.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 (article L.232-5 du Code rural) relève ce plancher pour les ouvrages nouveaux uniquement: tout ouvrage à construire après 1992 doit maintenir un débit réservé au minimum égal au 1/10e du module. Les ouvrages existants autorisés avant 1992 restent soumis au plancher de 1984 — le 1/40e — sauf disposition contraire de leur arrêté d'autorisation. Ce double régime — 1/40e pour les anciens, 1/10e pour les nouveaux — est resté en vigueur jusqu'à la LEMA de 2006.

La LEMA 2006 et l'article L.214-18 — le relèvement au 1/10e

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 généralise le plancher de 1/10e du module à l'ensemble des ouvrages. L'article L.214-18 du Code de l'environnement fixe ce débit minimal — soit quatre fois la valeur du plancher de 1984 — avec des exceptions pour les grands cours d'eau (module > 80 m³/s: 1/20ème) et les ouvrages de pointe.

Le IV de l'article L.214-18 précise le mécanisme de substitution pour les ouvrages existants:

- Les obligations nouvelles sont substituées aux obligations antérieures dès le renouvellement du titre d'autorisation ou de concession — pour les ouvrages renouvelés entre 2006 et le 31 décembre 2013;
- Et au plus tard au 1er janvier 2014 pour tous les ouvrages existants n'ayant pas encore fait l'objet d'un renouvellement — indépendamment de toute procédure.

La situation d'un ouvrage au regard de cette obligation doit être vérifiée systématiquement dans le cadrage préalable:

- Ouvrage renouvelé entre 2006 et 2013 → le 1/10e a été appliqué au renouvellement. Obligation satisfaite depuis cette date.
- Ouvrage non renouvelé entre 2006 et 2013 → le 1/10e est opposable depuis le 1er janvier 2014. Obligation satisfaite si l'exploitant respecte ce plancher depuis cette date.
- Ouvrage dont le débit réservé n'a pas été mis à jour au 1er janvier 2014 → situation à risque à identifier et régulariser dans le cadrage préalable, avant tout dépôt de dossier.

Au renouvellement d'un ouvrage en exploitation régulière depuis le 1er janvier 2014, le plancher légal L.214-18 au 1/10e du module est une obligation déjà satisfaite. L'administration ne peut pas le relever au-delà de ce seuil sans base réglementaire spécifique et motivée. Toute demande en ce sens — et notamment toute demande fondée sur le QMNA5 — doit faire l'objet d'une qualification juridique préalable.

Le QMNA5 — une recommandation interne sans base légale

C'est ici que se situe le danger le plus concret pour l'exploitant au stade du renouvellement.

Une pratique administrative répandue consiste à demander, lors de l'instruction du dossier de renouvellement, que le débit réservé soit relevé non plus au 1/10e du module — plancher légal de L.214-18 — mais au niveau du QMNA5: débit mensuel minimal d'occurrence quinquennale, valeur statistique caractérisant l'étiage sévère du cours d'eau.

Le QMNA5 est systématiquement supérieur au 1/10e du module. Sur un cours d'eau de basse à haute montagne, il peut représenter deux à trois fois la valeur légale — parfois davantage. Imposer le QMNA5 comme débit réservé au renouvellement revient à multiplier par deux ou trois la contrainte de débit, avec un impact direct et proportionnel sur la productible de la centrale.

Référence	Fondement	Statut
1/40e du module	loi pêche 29 juin 1984 — tous ouvrages existants	Plancher légal 1984 → remplacé au renouvellement ou au 1er janvier 2014
1/10e du module	Loi eau 3 janvier 1992 — L.232-5 Code rural — nouveaux ouvrages uniquement	Plancher légal pour ouvrages autorisés après 1992
1/10e du module généralisé	L.214-18 LEMA 2006 — substitution dès renouvellement ou au plus tard 1er janvier 2014	Plancher légal opposable — obligation satisfaite pour les ouvrages en exploitation régulière depuis 2014
QMNA5	Recommandation interne DEB / circulaires DREAL	Aucune base légale publiée au JO — non opposable à l'exploitant

France Hydro Électricité a documenté cette pratique dans une note technique d'octobre 2023: le QMNA5 n'a aucune justification légale ou réglementaire comme valeur de débit réservé. C'est une valeur statistique hydrologique qui ne présente aucun lien direct avec les besoins biologiques des espèces aquatiques — critère pourtant explicitement posé par L.214-18. Si l'administration entend s'appuyer sur cette valeur, elle doit en justifier le choix et la pertinence écologique au cas par cas.

Le renouvellement d'autorisation est l'occasion pour le service instructeur de passer du plancher légal L.214-18 (1/10e du module) à une recommandation interne QMNA5 — sans base réglementaire opposable. Cette substitution peut réduire la productible de l'installation de 20 à 50% selon les sites. Elle constitue un des risques économiques du renouvellement.

La stratégie de cadrage préalable doit intégrer systématiquement une analyse hydrologique du site permettant de documenter la valeur du 1/10e du module et son rapport au QMNA5 local — afin de disposer des arguments techniques nécessaires pour contester toute demande relèvement non fondée en droit.

La logique interne à la DEB, imposée aux DDT, repose souvent sur une approche simplifiée : « plus le débit minimum est important, mieux c'est ».

4. La chaîne juridique applicable au renouvellement

Les arrêtés préfectoraux qui arrivent à échéance en ce moment, sont ceux qui ont été pris il y a 40 ans, au titre de la loi du 16 octobre 1919, avec des prescriptions issues de la loi pêche de 1984 et antérieurs à la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Or, la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique a été transposée par l'ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011 portant codification de la partie législative du Code de l'énergie. Ces dispositions ont été codifiées aux articles L.511-1 et suivants du Code de l'énergie, relatifs au régime des autorisations hydroélectriques.

L'article L.531-1 du Code de l'énergie dispose que l'octroi de l'autorisation permettant l'exploitation d'installations utilisant l'énergie hydraulique, lorsqu'elles sont également soumises aux articles L.214-1 à L.214-11 du Code de l'environnement, est entièrement régi par ces dispositions et par le chapitre unique du titre VIII du livre Ier du même code.

Les actes délivrés en application du Code de l'environnement valent alors autorisation au titre du Code de l'énergie, sous réserve des dispositions particulières de ce dernier.

Pour le renouvellement, l'article L.531-3 du Code de l'énergie dispose que le renouvellement des autorisations au titre du livre V du Code de l'énergie est régi par la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre II du Code de l'environnement.

Cette référence correspond aux articles L.214-1 à L.214-11 du Code de l'environnement. Ces dispositions législatives constituent le socle de la police de l'eau ; elles se déclinent, au plan réglementaire, par les articles R.214-1 et suivants, notamment par la nomenclature IOTA annexée à l'article R.214-1.

Le régime de l'autorisation environnementale, codifié aux articles L.181-1 et suivants, intervient par l'articulation opérée par L.531-1 et par les dispositions réglementaires applicables. Ces procédures ne doivent toutefois être mobilisées que dans leur champ propre : le renouvellement d'une autorisation environnementale ne se confond pas avec l'échéance d'une autorisation d'exploiter au titre du Code de l'énergie.

4.1. La différence Code de l'énergie / Code de l'environnement

Le Code de l'énergie régit l'usage de la force motrice hydraulique pour en extraire une énergie mécanique, puis électrique.

=> Cette exploitation peut être portée par une SAS d'exploitation, avec le code APE 3511Z.

Le Code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 et suivants et R.214-1, renvoie au foncier hydraulique : parcelles, cours d'eau non domanial, seuil, barrage et prise d'eau.

=> Cet ensemble peut être porté soit en propriété directe, soit par une SCI détenant le titre de propriété.

Souvent, les actes initiaux à renouveler avaient pour bénéficiaire une personne physique ou une personne morale unique qui portait les deux casquettes : exploitant et propriétaire.

Le maintien d'une entité unique, en personne physique ou morale, peut conduire à justifier une procédure unique au titre du Code de l'environnement, valant autorisation au titre du Code de l'énergie.

Cette situation ne va pas toujours dans l'intérêt de l'exploitant, car elle peut conduire à justifier une procédure de création d'ouvrage R.181-1 à D.181-57, c'est-à-dire la procédure initiale la plus lourde et la plus coûteuse en temps et en argent.

Une solution consiste à dissocier :

=> l'exploitation, portée par une SAS relevant du Code de l'énergie ;

=> la propriété, portée par une SCI relevant du Code de l'environnement.

4.2. La transposition de plein droit par l'article L.214-6 II

L'article L.214-6 II du Code de l'environnement dispose:

« Les installations, ouvrages et activités déclarés ou autorisés en application d'une législation ou réglementation relative à l'eau antérieure au 4 janvier 1992 sont réputés déclarés ou autorisés en application des dispositions de la présente section. Il en est de même des installations et ouvrages fondés en titre. »

Ce texte opère une transposition automatique, sans aucune démarche administrative, sans aucun acte préfectoral nouveau. Tout ouvrage hydroélectrique autorisé avant le 4 janvier 1992 est réputé autorisé au titre de L.214-1 et suivants du Code de l'environnement, dès l'entrée en vigueur de la loi du 3 janvier 1992.

L'articulation avec l'autorisation environnementale depuis 2017

L'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 a créé le régime de l'autorisation environnementale unique, codifié aux articles L.181-1 à L.181-32 du Code de l'environnement. Pour les installations hydroélectriques soumises à la police de l'eau, ce régime s'articule avec les articles L.214-1 à L.214-11 et avec les dispositions particulières du Code de l'énergie.

L'ouvrage antérieur à 1992 réputé autorisé par l'effet de L.214-6, II, conserve une existence légale au titre de la police de l'eau. Cette existence légale ne doit pas être confondue avec l'autorisation d'exploiter l'énergie hydraulique, laquelle relève du Code de l'énergie et peut être limitée dans le temps.

Deux plans juridiques doivent être distingués

L'exploitant d'un ouvrage existant doit distinguer deux plans juridiques :

- Le plan énergétique : l'autorisation d'utiliser la force motrice hydraulique, relevant du Code de l'énergie, dont la durée est limitée et dont le renouvellement est régi par l'article L.531-1 et suivants;
- Le plan environnemental / IOTA : l'existence légale de l'ouvrage et les prescriptions de police de l'eau, relevant des articles L.214-1 à L.214-11 du Code de l'environnement, éventuellement articulés avec le régime de l'autorisation environnementale.

Ce qui arrive à échéance, dans le cas traité par la présente note, est l'autorisation d'exploiter au sens du Code de l'énergie. L'existence légale physique de l'ouvrage au titre de la police de l'eau n'est pas effacée et ne doit pas être traitée comme une demande création d'ouvrage nouveau.

La DDT qui instruit ce renouvellement comme une demande ex nihilo doit donc caractériser juridiquement ce basculement : elle ne peut se borner à ignorer l'existence antérieure de l'ouvrage ni les effets de L.214-6, II, lorsqu'ils sont établis.

Ce n'est donc pas nécessairement l'existence environnementale de l'ouvrage qui est à renouveler ; c'est l'autorisation d'exploiter l'énergie hydraulique, dont le renouvellement est organisé par le Code de l'énergie et renvoyé au Code de l'environnement.

4.3. Qualification IOTA et mécanisme de poursuite prévu à l'article R.214-53

La chaîne juridique doit être lue dans l'ordre. Le renouvellement du titre d'exploiter relève du Code de l'énergie ; ce code renvoie ensuite à la section L.214-1 à L.214-11 du Code de l'environnement ; cette section se décline réglementairement par R.214-1 et par la nomenclature IOTA.

Ce n'est qu'après cette qualification réglementaire que l'on peut déterminer quelles rubriques sont pertinentes pour l'ouvrage existant.

Dans le cas d'un ouvrage hydraulique antérieur à la loi du 3 janvier 1992, déjà légalement réalisé ou exploité avant la mise en place complète de la nomenclature IOTA, la qualification au titre de R.214-1 ne doit pas être confondue avec une demande création d'ouvrage nouveau. Elle permet d'identifier l'ouvrage dans la nomenclature, de qualifier ses incidences et, le cas échéant, de le rattacher au régime applicable aux ouvrages existants.

C'est précisément l'intérêt de l'article R.214-53 du Code de l'environnement. Cet article organise le cas des installations, ouvrages, travaux ou activités légalement réalisés ou exercés qui viennent à être soumis à autorisation ou à déclaration par l'effet d'une modification législative ou réglementaire, notamment par l'effet d'un décret de nomenclature. Dans cette hypothèse, l'exploitation peut se poursuivre sans nouvelle autorisation ou déclaration, sous réserve que l'exploitant, le propriétaire ou le responsable fournisse au préfet les informations permettant d'identifier et de qualifier l'ouvrage.

Les informations à transmettre portent notamment sur l'identité de l'exploitant, l'emplacement de l'ouvrage, la nature, la consistance, le volume et l'objet de l'installation ou de l'activité, ainsi que les rubriques de nomenclature applicables. La logique du texte n'est donc pas celle d'une autorisation initiale, mais celle d'une reconnaissance administrative d'un ouvrage existant au regard de la nomenclature R.214-1.

Pour les ouvrages antérieurs à 1992, l'article R.214-53 complète ainsi utilement l'article L.214-6, II. L'article L.214-6, II, opère la reconnaissance législative des installations, ouvrages et activités déclarés ou autorisés en application d'une législation ou réglementation relative à l'eau antérieure au 4 janvier 1992. L'article R.214-53 fournit, quant à lui, un mécanisme réglementaire d'identification et de poursuite d'exploitation lorsque la nomenclature IOTA vient rattacher un ouvrage existant à une rubrique déterminée.

La conséquence pratique est majeure : une fois l'ouvrage qualifié au sens de R.214-1, l'administration ne peut pas déduire automatiquement de cette qualification l'obligation de déposer une demande complète d'autorisation environnementale initiale. Elle doit d'abord examiner si l'ouvrage relève d'une autorisation ou d'une existence légale antérieure, si L.214-6, II, est applicable, et si le mécanisme de R.214-53 permet la poursuite de l'exploitation sous réserve d'informations et, le cas échéant, de prescriptions complémentaires.

Le préfet conserve naturellement un pouvoir de police. L'article R.214-53 lui permet demander des pièces complémentaires, et de prescrire les mesures nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement. Toutefois, ces mesures doivent être prescrites dans les cadres prévus par les articles R.181-45 ou R.214-39 : elles relèvent de la logique des prescriptions complémentaires, non d'une remise à zéro du titre.

Cette limite est confirmée par l'article R.214-55 du Code de l'environnement. Les mesures imposées en application des articles R.214-53 et R.214-54 ne peuvent pas remettre en cause l'équilibre général de l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation, ni imposer des changements considérables dans l'activité à laquelle cet ouvrage ou cette installation est indispensable.

4.4. Articulation légale et réglementaire

La bonne articulation est donc la suivante :

- L.531-3 du Code de l'énergie organise le renouvellement du titre d'exploiter et renvoie vers L.214-1 à L.214-11 du Code de l'environnement ;
- L.214-6, II, reconnaît les ouvrages et installations autorisés ou déclarés avant le 4 janvier 1992 comme réputés autorisés ou déclarés au titre de la police de l'eau ;
- R.214-1 et sa nomenclature permettent de qualifier l'ouvrage existant dans les rubriques IOTA pertinentes ;
- R.214-53 permet la poursuite d'exploitation d'un ouvrage légalement réalisé lorsqu'il est rattrapé ou qualifié par la nomenclature ;
- R.181-45 ou R.214-39 permettent, si nécessaire, d'édicter des prescriptions complémentaires ;
- R.214-55 interdit que ces prescriptions remettent en cause l'équilibre général de l'autorisation ou imposent des changements considérables à l'activité indispensable à l'ouvrage.

Ce mécanisme confirme que la qualification IOTA d'un ouvrage ancien n'est pas un acte de naissance administrative. C'est une opération de rattachement réglementaire d'un ouvrage existant à une nomenclature, dans le respect de son existence légale, de sa consistance et de l'équilibre général de son autorisation.

En conséquence, pour un ouvrage hydroélectrique antérieur à la loi du 3 janvier 1992, le renouvellement de l'autorisation d'exploiter au titre du Code de l'énergie ne doit pas être confondu avec une demande création d'un ouvrage nouveau au titre du Code de l'environnement. La qualification R.214-1 peut ouvrir un travail de cadrage, de déclaration d'existence, de mise à jour et de prescriptions complémentaires ; elle ne suffit pas, en elle-même, à justifier une procédure complète d'autorisation initiale.

4.5. Quelle procédure appliquer alors ?

La procédure à appliquer ne doit pas être recherchée dans le bloc général de l'autorisation environnementale initiale, mais dans la chaîne spéciale ouverte par le Code de l'énergie et la police de l'eau. Pour un ouvrage existant, légalement autorisé ou réputé autorisé avant la loi du 3 janvier 1992, le raisonnement ne commence pas par les articles R.181-1 et suivants, conçus pour l'instruction complète d'une demande initiale.

Il commence par l'article L.531-3 du Code de l'énergie, qui renvoie à la section L.214-1 à L.214-11 du Code de l'environnement, puis par la qualification de l'ouvrage au regard de la nomenclature annexée à l'article R.214-1.

Une fois cette qualification opérée, la procédure adaptée consiste à traiter l'ouvrage comme un ouvrage existant rattaché à une ou plusieurs rubriques IOTA, et non comme une création nouvelle. Le mécanisme de l'article R.214-53 permet, lorsque l'ouvrage ou l'activité a été légalement réalisé ou exercé avant d'être rattrapé par une évolution législative ou réglementaire, la poursuite de l'exploitation sous réserve de la transmission au préfet des informations nécessaires : identité de l'exploitant, emplacement, nature, consistance, volume, objet de l'ouvrage et rubriques de nomenclature applicables.

Dans ce cadre, le préfet conserve un pouvoir de police, mais ce pouvoir s'exerce par la voie des prescriptions complémentaires prévues par l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Il ne s'agit pas de déposer un nouveau dossier d'autorisation environnementale initiale. La procédure adaptée est celle du cadrage, de la reconnaissance de l'existence légale, de la mise à jour des informations relatives à l'ouvrage et, le cas échéant, de l'édiction de prescriptions complémentaires proportionnées.

Il convient ici d'être précis sur les références. Dans les anciens textes et certains modèles de règlement d'eau, ce mécanisme a pu être rattaché à l'ancien article R.214-17. Dans le Code de l'environnement en vigueur, le renvoi opérationnel aux prescriptions complémentaires passe notamment par les articles R.214-18-1, R.214-21 et R.214-22, lesquels renvoient aux formes prévues par l'article R.181-45. Cette actualisation est importante : elle confirme que l'outil juridique pertinent est l'arrêté complémentaire, et non la procédure complète d'autorisation initiale.

L'article R.181-45 est donc le point de passage procédural : il permet au préfet de compléter ou d'adapter les prescriptions d'une autorisation existante, après mise à même de l'exploitant de présenter ses observations, sans remettre en cause l'existence même de l'ouvrage. Il s'agit d'une procédure d'ajustement d'un titre existant, non d'une instruction ex nihilo d'un projet nouveau.

En conséquence, la DDT qui entend orienter le dossier vers une procédure initiale complète doit préalablement qualifier et justifier, en droit comme en fait, l'existence d'une modification substantielle depuis l'acte initial. À défaut d'une telle qualification motivée, l'orientation vers R.181-1 à D.181-57 constitue une requalification procédurale disproportionnée d'un ouvrage existant en ouvrage nouveau.

La réponse à la question « quelle procédure appliquer ? » est donc la suivante : pour un ouvrage antérieur à 1992, dont l'existence légale au titre de la police de l'eau est établie et dont le renouvellement porte d'abord

sur l'autorisation d'exploiter au sens du Code de l'énergie, la procédure adaptée est celle du bloc L.214-1 à L.214-11, déclinée par R.214-1, R.214-53 et, si nécessaire, par arrêté complémentaire selon R.181-45. Ce n'est pas la procédure complète d'autorisation environnementale initiale R.181-1 à D.181-57.

4.6. La procédure R.181-49 n'est pas la solution automatique

L'article R.181-49 du Code de l'environnement doit être replacé dans son champ exact. Il ne constitue pas une solution automatique pour tout renouvellement hydroélectrique. Il régit la prolongation ou le renouvellement d'une autorisation environnementale, et non, par lui-même, le renouvellement de toute autorisation d'exploiter la force motrice hydraulique au titre du Code de l'énergie.

La distinction est essentielle. Dans de nombreux dossiers, le titre qui arrive à échéance est l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré sous l'empire de la loi du 16 octobre 1919, aujourd'hui rattaché au Code de l'énergie. Cette échéance ne signifie pas automatiquement que l'autorisation environnementale de l'ouvrage serait elle-même arrivée à échéance.

L'article L.531-3 du Code de l'énergie prévoit que le renouvellement des autorisations au titre du livre V est régi par la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre II du Code de l'environnement. Cette section correspond aux articles L.214-1 à L.214-11 du Code de l'environnement. Elle constitue le socle législatif de la police de l'eau, mais ne désigne pas directement R.181-49 comme procédure obligatoire et automatique de renouvellement des autorisations d'exploiter au titre du Code de l'énergie.

Le raisonnement doit donc être conduit dans l'ordre suivant : identifier le titre effectivement arrivé à échéance ; vérifier si l'ouvrage dispose d'une existence légale environnementale ; qualifier l'ouvrage au regard de la nomenclature R.214-1 ; examiner, le cas échéant, l'application de L.214-6, II et de R.214-53 ; puis seulement déterminer la procédure adaptée.

Lorsque l'ouvrage dispose d'une existence légale au titre de la police de l'eau, notamment par l'effet de l'article L.214-6, II du Code de l'environnement, ou lorsqu'il peut être rattaché au mécanisme de poursuite prévu par l'article R.214-53, il n'y a pas lieu de présumer que l'autorisation environnementale serait elle-même arrivée à échéance.

Dans cette hypothèse, l'échéance du titre énergétique ne produit pas, par elle-même, l'échéance du titre environnemental. Elle n'efface pas l'ouvrage. Elle n'efface pas son existence légale. Elle ne transforme pas l'ouvrage existant en projet nouveau.

Il en résulte que l'administration ne peut pas mobiliser automatiquement l'article R.181-49 comme si le renouvellement d'une autorisation d'exploiter au titre du Code de l'énergie constituait nécessairement le renouvellement d'une autorisation environnementale. Elle doit d'abord qualifier le titre concerné et motiver la procédure retenue.

La conclusion est simple :

L'échéance du titre énergétique ne vaut pas échéance de l'autorisation environnementale. Par défaut, ni la procédure initiale R.181-1 à D.181-57, ni la procédure de renouvellement R.181-49 ne doivent être mobilisées sans qualification préalable du titre effectivement arrivé à échéance.

R.181-49 n'est donc pas le point de départ du renouvellement hydroélectrique. Le point de départ est L.531-3 du Code de l'énergie, lu avec L.214-1 à L.214-11 du Code de l'environnement, puis avec R.214-1, R.214-53 et, le cas échéant, R.181-45.

Trois jurisprudences intéressantes

1. TA Montpellier, 4 février 2025, n° 2204550

Très utile. Le jugement rappelle que, selon R.181-49, la demande de prolongation d'une autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que la demande initiale sauf si elle ne prévoit aucune

modification substantielle. C'est la référence la plus directement exploitable pour ton raisonnement sur la différence entre prolongation/renouvellement et procédure initiale complète.

2. CAA Bordeaux, 21 mai 2024, n° 22BX01595

Utile pour montrer que le juge examine le bon outil procédural : les requérants soutenaient notamment que le préfet aurait dû faire usage de R.181-49. Cette décision est intéressante pour discuter l'articulation entre modification, prescriptions complémentaires et renouvellement/prolongation, mais elle est moins "pure" que le TA Montpellier.

3. CAA Douai, 7 mai 2021, n° 19DA02542 / 19DA02543

Référence utile pour montrer que R.181-49 doit être rattaché à son objet propre : prolongation ou renouvellement d'une autorisation environnementale, et non confusion avec d'autres régimes. Elle est exploitable, mais plutôt en appui secondaire.

4.7. Arrêté du 11 septembre 2015

L'arrêté ministériel du 11 septembre 2015 doit être défini avec précision, car son champ d'application conditionne directement la portée juridique des exigences susceptibles d'être opposées à l'exploitant lors d'un renouvellement.

Cet arrêté n'est pas un texte général de renouvellement des autorisations hydroélectriques au sens du Code de l'énergie. Il s'agit d'un arrêté de prescriptions techniques générales pris dans le champ de la police de l'eau, applicable aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du même code.

La rubrique 3.1.1.0 vise les installations, ouvrages, remblais et épis dans le lit mineur d'un cours d'eau constituant un obstacle à l'écoulement des crues ou un obstacle à la continuité écologique. Le rattachement de l'arrêté du 11 septembre 2015 est donc environnemental et IOTA. Il ne constitue pas, par lui-même, un texte de procédure relatif au renouvellement du titre d'exploiter l'énergie hydraulique au sens du Code de l'énergie.

La mention, à l'article 1er de l'arrêté, selon laquelle ses dispositions s'appliquent également aux renouvellements d'autorisation doit donc être interprétée dans son champ normatif propre: celui des autorisations ou déclarations délivrées au titre des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et de la rubrique 3.1.1.0 de la nomenclature IOTA. Elle ne saurait être étendue, sans base légale, au renouvellement du seul titre d'exploiter au titre du Code de l'énergie lorsque le titre environnemental attaché à l'ouvrage n'est pas lui-même arrivé à échéance.

Cette distinction est fondamentale pour les centrales hydroélectriques autorisées avant la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. L'ouvrage dispose d'une existence légale au titre de la police de l'eau par l'effet de l'article L.214-6 II du Code de l'environnement, puis d'une conversion dans le régime de l'autorisation environnementale par l'ordonnance du 26 janvier 2017.

Lorsque seule l'autorisation d'exploiter la force motrice hydraulique arrive à échéance, il ne s'agit pas nécessairement d'un renouvellement du titre environnemental IOTA.

En conséquence, en l'absence d'échéance propre du titre d'autorisation environnementale attaché à l'ouvrage au titre des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et de la nomenclature annexée à l'article R.214-1, l'arrêté ministériel du 11 septembre 2015 ne peut être mobilisé comme fondement autonome d'une procédure de renouvellement environnemental.

Il peut constituer, le cas échéant, un cadre technique d'appréciation des prescriptions applicables à un ouvrage relevant de la rubrique 3.1.1.0, notamment en matière de continuité écologique, de débit minimum biologique, de dévalaison, de montaison, de transport sédimentaire ou de contenu du dossier d'information

sur les incidences. Mais il ne crée ni échéance nouvelle, ni obligation de renouvellement environnemental, ni requalification automatique d'un ouvrage existant en ouvrage nouveau.

La procédure de renouvellement du titre hydroélectrique relève du Code de l'énergie, notamment par le renvoi opéré vers le Code de l'environnement pour l'instruction de l'autorisation environnementale. Ce renvoi ne permet pas d'effacer l'existence légale antérieure de l'ouvrage ni de confondre l'échéance du titre énergétique avec une échéance du titre environnemental, lorsque celui-ci existe de plein droit ou a été converti sans limitation propre de durée.

La bonne lecture juridique est donc la suivante:

- l'arrêté du 11 septembre 2015 est un arrêté de prescriptions techniques générales IOTA, rattaché au Code de l'environnement et à la rubrique 3.1.1.0;
- sa mention des renouvellements d'autorisation vise les renouvellements entrant dans ce champ du Code de l'environnement ;
- il ne constitue pas le fondement procédural du renouvellement des autorisations d'exploiter au titre du Code de l'énergie;
- il ne peut pas être utilisé pour imposer automatiquement une procédure complète d'autorisation initiale à un ouvrage existant, sauf modification substantielle dûment caractérisée;
- en l'absence d'échéance du titre environnemental, l'administration ne peut se fonder sur cet arrêté pour créer artificiellement une procédure de renouvellement environnemental et imposer ces prescriptions.

L'arrêté du 11 septembre 2015 doit donc être lu comme un texte de prescriptions techniques applicables aux ouvrages relevant de la rubrique 3.1.1.0, et non comme un texte permettant à l'administration de transformer le renouvellement d'une autorisation d'exploiter au titre du Code de l'énergie en renouvellement d'une autorisation environnementale (L.181-1 du Code de l'environnement), ou en autorisation initiale (R.181-1 à D.181-57).

Toutefois, l'arrêté du 11 septembre 2015 peut servir de support à l'instruction d'un arrêté de prescriptions complémentaires (R.181-45), afin d'actualiser le titre d'autorisation environnementale existant.

5. Les risques principaux

5.1. Requalification vers la procédure complète R.181-1 à D.181-57

Il faut le comprendre clairement : le risque opérationnel, au stade du renouvellement, est de voir traiter un ouvrage existant, autorisé et exploité depuis des décennies, comme s'il n'existait pas — comme si l'exploitant déposait une demande pour une centrale nouvelle, construite de toutes pièces, sur un cours d'eau vierge.

L'instrument de cette stratégie est le fléchage vers la procédure complète d'autorisation environnementale, codifiée aux articles R.181-1 à D.181-57 du Code de l'environnement. Cette procédure a été conçue pour des projets nouveaux. L'utiliser pour un renouvellement sans modification substantielle revient à modifier la nature procédurale du dossier.

Un ouvrage en exploitation depuis 1975 n'est pas un projet nouveau. Le soumettre à la procédure complète demande d'autorisation initiale revient à nier cinquante ans d'existence légale et à imposer à l'exploitant la charge d'une démonstration qu'il n'a jamais eu à faire — et que le droit ne lui impose pas de refaire.

La procédure R.181-1 à D.181-57 — le labyrinthe dans le détail

La rédaction des dispositions de procédure R.181-1 à D.181-57 s'étend sur environ 66 pages A4, sans obligation de délai clairement bornée ni définition réellement sécurisante de la complétude.

Cette procédure initiale d'autorisation environnementale est structurée en cinq phases obligatoires, chacune avec ses propres délais, consultations et intervenants. Théoriquement encadrée, elle s'étend en pratique sur plusieurs années ; le délai opérationnel connu varie entre 3 ans, rarement, et 10 ans, cette borne pouvant être dépassée.

Phase	Contenu	Caractère réel
1. Certificat de projet (R.181-4 à R.181-11)	Identification des régimes applicables. Fortement conseillé par la DREAL — premier point de contact qui oriente la procédure dès l'origine.	Délai non borné — le calendrier est fixé par le service instructeur
2. Recevabilité (R.181-12 à R.181-16)	Vérification de la complétude du dossier. Chaque demande complément suspend les délais sans plafond réglementaire. Un dossier hydroélectrique fait l'objet de 3 à 5 demandes de compléments successives — chacune repart à zéro.	Délai non borné — sans plafond réglementaire, sans recours contre les suspensions successives
3. Examen et consultation (R.181-17 à R.181-38)	Instruction par tous les services (DDT, DREAL, OFB, SDIS, ARS...). Avis de l'autorité environnementale. Consultation du public. Enquête publique + rapport commissaire enquêteur.	Délai non borné — prolongeable sur décision motivée du préfet. Chaque service consulté peut conditionner l'avancement.
4. Décision (R.181-39 à R.181-44)	Projet d'arrêté rédigé par le service instructeur. Passage en CODERST ou CDNPS. L'exploitant peut formuler des observations sur les prescriptions envisagées.	Délai non borné — prescriptions fixées selon doctrine interne, sans norme réglementaire publiée opposable
5. Recours des tiers (R.181-50 à R.181-54)	Toute association, fédération de pêche, commune, particulier peut attaquer l'autorisation devant le TA. La procédure contentieuse repart de zéro.	Délai non borné — l'exploitant reste exposé pendant toute la durée de l'instance

Le dossier de demande lui-même (R.181-12 à R.181-16) est d'une complexité sans rapport avec la réalité d'un renouvellement sans modification. Il comprend notamment :

- Un formulaire de demande identifiant tous les régimes applicables;
- Une étude d'impact complète (R.122-2 et R.122-3) ou une étude d'incidence environnementale (R.181-14) selon les cas — plusieurs dizaines de pages, plusieurs saisons de mesures hydrologiques et biologiques,
- Une étude de débit minimum biologique,
- Une note de présentation non technique,
- Des éléments graphiques, plans, cartes;
- Une justification de conformité aux documents d'urbanisme;
- Des éléments spécifiques à l'autorisation loi sur l'eau ;
- Des éléments spécifiques à l'autorisation loi de 1919 (puissance, hauteur de chute, débit, équipements)...

Ce dossier doit être fourni en quatre exemplaires papier et sous forme électronique. À la demande du préfet, des exemplaires supplémentaires peuvent être exigés pour l'enquête publique et les consultations.

Ce dossier initial peut être complété, selon le service instructeur, par des études géologiques, des analyses granulométriques, des carottages ou des pêches électriques amont / aval sur plusieurs saisons.

Le mécanisme du fléchage

En pratique, le fléchage ne se présente jamais comme une décision formelle. Il opère par étapes, chacune apparemment raisonnable prise isolément:

- Le service instructeur 'informe' oralement l'exploitant que son dossier de renouvellement 'devra comporter' une étude d'incidence environnementale — sans motiver juridiquement cette exigence;
- Un courrier de recevabilité demande des 'éléments complémentaires' — état des milieux sur quatre saisons, données piscicoles, hydrologie — qui correspondent au contenu d'une étude d'impact;
- L'OFB, consulté en appui technique, émet un avis défavorable sur l'état de la continuité écologique — avis non réglementaire mais intégré au dossier;
- L'exploitant, à ce stade, a déjà engagé des études coûteuses et n'est plus en mesure de contester la procédure sans perdre les sommes déjà investies. Il pense être à la fin, alors qu'il n'est qu'au début.

Chaque étape de ce fléchage est conçue pour être franchie sans résistance. Le cadrage se fait au début — avant la machine se lance — avant le premier contact, avant la première demande complément, avant la première étude commandée. C'est au stade du cadrage préalable que la procédure va du bon côté ou pas.

Le coût réel d'une requalification non contestée vers la procédure initiale R.181-1 à D.181-57

Poste de coût	Ordre de grandeur	Remarque
Études d'incidence / d'impact complètes	± 10 000 €	Plurisaisonnières — imposées sans base réglementaire précise
Honoraires maîtrise d'œuvre procédure	20 000 – 50 000 €	Suivi d'une procédure sur plusieurs années
Enquête publique (commissaire enquêteur)	10 000 – 20 000 €	À la charge de l'exploitant
Durée totale de procédure	3 à 10 ans	Délai non borné — suspendu et relancé à chaque demande complément ou recours tiers
Travaux imposés au renouvellement	100 000 – 800 000 €	Selon, les objectifs, passe à poissons, passe à kayak etc...
Perte d'exploitation pendant la procédure et risque de coupure ud contrat EDF-OA	3 à 10 années de chiffre d'affaires	L'exploitant produit et reste exposé au sens de la R.214-87
TOTAL cumulé	300 000 € à > 1 000 000 €	Soit 3 à 10 ans de revenu net pour une centrale de 200 KW

À l'issue d'une procédure R.181-1 à D.181-57 pouvant durer cinq ans et coûter 200 k€ de trésorerie, l'exploitant peut se retrouver avec un titre dégradé, comportant notamment :

=> un débit réservé multiplié par trois ;

=> un plan de grille à changer, avec un entrefer de 20 mm ;

- => un nouveau dégrilleur pour s'adapter à ce plan de grille ;
- => une passe à poissons, nouvelle ou à modifier ;
- => une baisse mécanique des recettes sur trente ans.

Après le marathon procédural de 3 à 5 ans, l'exploitant pensait pouvoir souffler. En réalité, il lui faut encore engager 4 à 6 ans de recettes en crédit pour mettre en œuvre le nouvel arrêté d'exploitation, mobiliser 3 à 4 ans de temps et de travaux, supporter le stress correspondant, et composer avec le risque R.214-87 désormais fixé dans le nouvel arrêté d'exploitation.

Les premières décisions — ce qu'on révèle, ce qu'on tait, ce qu'on dépose, dans quel ordre — déterminent l'issue bien avant que l'administration ait rendu le moindre avis. L'exploitant qui comprend cela aborde le renouvellement comme un joueur d'échecs: il définit l'échiquier avant d'avancer la première pièce.

L'erreur la plus coûteuse n'est pas de mal rédiger un dossier. C'est de commencer sans avoir qualifié sa position. Un dossier mal cadré au départ génère une procédure difficilement arrêtable.

À l'inverse, un cadrage préalable rigoureux verrouille le terrain avant de bouger la première pièce.

Celui qui se présente sans dossier préparé, sans cadrage, sans stratégie, et demande qu'il doit faire a offert l'initiative avant même d'avoir commencé. La fin des choses est dans le début des choses.

5.2. Le risque R.214-87 du Code de l'environnement — la coupure du contrat EDF OA

L'article R.214-87 du Code de l'environnement prévoit que, lorsque l'autorité administrative constate qu'une installation n'est pas régulièrement autorisée ou concédée, ou que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions définies notamment par l'autorisation ou la concession, le contrat d'achat de l'énergie produite peut être suspendu ou résilié dans les conditions fixées par le décret n° 2003-885 du 10 septembre 2003.

Le renouvellement d'une autorisation hydroélectrique ne soulève pas seulement une difficulté administrative. Il comporte également un risque économique majeur : la suspension ou la résiliation du contrat d'obligation d'achat conclu avec EDF Obligation d'Achat ou avec l'acheteur obligé compétent.

Ce risque doit être identifié, mais il ne doit pas être exagéré ni accepté comme une menace générale et discrétionnaire. Il est encadré par des textes précis.

Il ne suffit pas que l'administration évoque une difficulté de renouvellement, une incertitude procédure, une demande complément, une prétendue "mise aux normes" ou un désaccord sur le contenu du dossier pour que le contrat d'obligation d'achat puisse être interrompu. Le mécanisme suppose un constat préalable : soit l'installation n'est pas régulièrement autorisée ou concédée, soit l'exploitant ne respecte pas des prescriptions opposables qui ont déjà été définies dans l'acte à renouveler.

Le risque ne naît donc pas d'une simple discussion administrative.

Si l'ouvrage dispose d'un support juridique environnemental, l'administration ne peut pas assimiler mécaniquement l'échéance du titre énergétique à une absence totale d'autorisation. L'échéance de l'autorisation d'exploiter au titre du Code de l'énergie doit être distinguée de l'existence légale de l'ouvrage au titre du Code de l'environnement.

La seconde question est celle du respect des prescriptions. Le non-respect susceptible de fonder une suspension ou une résiliation du contrat d'achat doit porter sur des prescriptions déjà opposables et rattachées à un acte applicable à l'installation. Une doctrine interne, un guide technique, une recommandation de service, une demande informelle ou une exigence non formalisée ne constituent pas, par eux-mêmes, des prescriptions opposables au sens de l'article R.214-87.

La troisième question concerne la procédure. Le préfet ne peut pas faire jouer le mécanisme de suspension ou de résiliation comme une simple pression dans l'instruction. Une telle mesure doit reposer sur une décision explicite, motivée, notifiée au producteur et à l'acheteur. Le décret n° 2003-885 du 10 septembre 2003 encadre cette décision et prévoit que la suspension du contrat d'achat n'a pas d'effet sur le terme initialement fixé au contrat.

Le point essentiel est le suivant : le risque R.214-87 ne doit pas être subi comme une menace. Il doit être retourné en exigence de qualification.

Le passage vers une mesure au titre de R.214-87 du Code de l'environnement doit être précédé d'un procès-verbal d'infraction, d'un rapport de manquement administratif, puis d'une mise en demeure. Ce n'est qu'à l'issue d'une mise en demeure infructueuse que le préfet peut solliciter une mesure de suspension ou de résiliation du contrat d'achat.

La suspension ou la résiliation du contrat d'achat n'est donc pas le point de départ du raisonnement. Elle est le risque terminal d'une absence de cadrage et de diligence de l'exploitant.

Le meilleur moyen de la prévenir est d'organiser, avant l'échéance du titre énergétique, la qualification complète de l'ouvrage, avec une vision stratégique, méthodologique et chronologique permettant de traverser le renouvellement.

6. Les solutions

6.1. Le cadrage préalable — définir l'échiquier

« Toute bataille se gagne avant d'être livrée. »

Sun Tzu — L'Art de la guerre, chapitre I

Le cadrage préalable est la phase d'analyse stratégique qui précède toute action. Il ne produit aucun document administratif — il produit une carte complète de la situation, des risques et des leviers disponibles. C'est le travail invisible qui conditionne tout le reste.

Principe fondamental: avant de répondre à toute demande d'étude ou de complément émanant du service instructeur, identifier systématiquement la base réglementaire opposable sur laquelle cette demande repose. Une étude produite sans ce cadrage préalable devient une pièce du dossier — elle peut être utilisée pour justifier des exigences que la demande initiale ne fondait pas juridiquement.

Ce principe s'applique à chaque étape de la procédure:

- Une demande débit réservé au QMNA5 — quelle disposition réglementaire publiée au JO fonde cette valeur ? L.214-18 fixe le plancher au 1/10e du module. Le QMNA5 n'a pas de base légale opposable.
- Une demande d'étude d'impact — quel texte impose une évaluation environnementale dans le cas d'un ouvrage existant, sans projet nouveau ni modification substantielle ? À défaut de base explicite, une étude d'incidence proportionnée ou un cadrage technique peut suffire selon le régime applicable.
- Une demande passe à poissons — le cours d'eau est-il classé en liste 2 au titre de L.214-17 ? Quelles espèces cibles sont identifiées ? Quelle norme technique opposable définit les caractéristiques de l'ouvrage demandé ? L'ouvrage est-il réellement infranchissable ?
- Une demande données plurisaisonnières — quel article du Code de l'environnement impose cette durée d'observation pour un ouvrage existant relevant d'une procédure de reconnaissance, de mise à jour ou de prescriptions complémentaires ?

Chaque demande sans réponse réglementaire précise et opposable est une demande qui peut être discutée. L'exploitant qui produit l'étude sans poser cette question préalable valide implicitement la légitimité de la demande — et ferme la porte à toute contestation ultérieure.

Il comprend six volets indissociables :

- Qualification juridique du régime de l'autorisation existante: base légale (loi 1919, loi 1984), date de délivrance, durée, prescriptions en vigueur, historique des arrêtés modificatifs. Chaque élément est une pièce sur l'échiquier — il faut les connaître toutes avant d'en bouger une.
- Identification des droits acquis: l'ouvrage a-t-il été recensé et traité au titre de l'arrêté de classement de 1986? A-t-il satisfait aux obligations de la loi de 1984? Quel est son statut au regard du classement L.214-17 (liste 1 ou liste 2)? Ces éléments déterminent ce que l'administration peut légalement exiger — et ce qu'elle ne peut pas exiger.
- Identification du titre réellement arrivé à échéance : s'agit-il d'une autorisation d'exploiter au titre du Code de l'énergie ou d'une autorisation environnementale? L'ouvrage dispose-t-il d'une existence légale au titre de L.214-6 II ou peut-il être rattaché à R.214-53? Cette qualification préalable commande toute la procédure.
- Cartographie des risques: quel est le SDAGE applicable ? Quelle est la doctrine régionale DREAL en vigueur? Quels sont les objectifs DCE de la masse d'eau concernée? L'OFB dispose-t-il d'un dossier sur ce cours d'eau? Connaître la doctrine adverse avant le premier contact permet d'anticiper les arguments et de les neutraliser dans le dossier.
- Analyse de la situation énergétique: puissance installée, production annuelle, contrat d'achat en cours ou à renouveler. Ces éléments alimentent l'argumentation sur l'intérêt public de l'installation — argument recevable dans le contexte de la loi hydro 2026.
- Définition de la stratégie de dépôt: quel moment? Quel format? Quelle référence réglementaire explicite? Le dépôt n'est pas une formalité — c'est le premier acte officiel qui fixe le cadre de toute la procédure.

Le cadrage préalable n'est pas une option pour les dossiers complexes. C'est le préalable indispensable à tout renouvellement, quelle que soit la taille de l'installation. Un ouvrage de 50 kW mal cadré peut générer autant de procédure qu'une installation de 2 MW. Les dégâts financiers sont proportionnels.

6.2. Les erreurs en début de procédure

Voici une liste non exhaustive d'erreurs qui sont plus difficiles à corriger lorsqu'elles ont été commises :

- Contacter la DDT avant d'avoir qualifié la procédure applicable — l'instructeur oriente vers la procédure qui lui convient et défend ses propres intérêts ; cela ne laisse aucune trace et donne l'impression d'un consentement tacite de l'exploitant.
- Commander une étude d'impact « par précaution » — une fois déposée, elle devient une pièce du dossier R.181-1 à D.181-57 et peut être retournée contre l'exploitant pour révéler des écarts par rapport aux référentiels actuels.
- Accepter une demande complément documentaire sans savoir juridiquement dans quel cadre réglementaire elle se situe — chaque complément accepté sans contestation valide implicitement la procédure dans laquelle l'instructeur a déjà engagé le dossier et peut être utilisé comme indice d'acceptation tacite de l'exploitant.
- Négocier des travaux avant que la procédure soit clarifiée, c'est négocier le contenu avant de fixer le cadre ; c'est accepter que l'autre partie définisse les règles.
- Déposer un dossier à six mois de l'échéance dans un dossier sensible — cette marge laisse peu de temps pour contester une requalification avant l'expiration de l'autorisation.

6.3. Chronologie recommandée

« Celui qui occupe le terrain en premier et attend est en position de force.

Celui qui arrive en second et se précipite est en position de faiblesse. »

Sun Tzu — L'Art de la guerre, chapitre VI

- 24 mois avant l'échéance: cadrage préalable complet. Aucun contact avec l'administration à ce stade.
- 18 mois avant l'échéance: constitution du dossier de cadrage — titre énergétique arrivé à échéance, existence environnementale de l'ouvrage, qualification IOTA, antériorité, bilan d'exploitation, état des milieux et argumentation juridique complète.
- 12 mois avant l'échéance: dépôt au préfet — notification formelle, demande d'identification de la procédure applicable, référence à L.531-3, L.214-1 à L.214-11, R.214-1, R.214-53 et, si nécessaire, R.181-45, accusé de réception demandé.
- Instruction: réponse écrite et argumentée à chaque demande complément, documentation systématique de chaque échange, alerte immédiate en cas de tentative de requalification.

Un renouvellement d'autorisation hydroélectrique est un acte qui engage les prochaines 30 ans de la centrale hydroélectrique. Le premier contact, le premier document déposé, le premier choix procédural — engage la suite à la fois de la procédure de renouvellement, et de exploitation des 30 prochaines années, avec des conséquences en temps et finance très important. Tout se joue avant.

7. Conclusion

Cette note n'a pas vocation à être exhaustive sur les moyens possibles à mettre en œuvre, car elle est publique. Le renouvellement d'une autorisation hydroélectrique n'est pas une formalité administrative. C'est une étape stratégique, qui impose de comprendre l'histoire administrative de l'ouvrage, la nature exacte du titre arrivé à échéance, l'existence légale de l'installation, les rubriques IOTA applicables et les procédures réellement mobilisables.

Chaque ouvrage possède sa propre trajectoire : titre ancien, règlement d'eau, arrêté préfectoral, autorisation d'exploiter, reconnaissance environnementale, prescriptions existantes, modifications réalisées ou envisagées. C'est cette histoire qui détermine la bonne voie procédurale. Comprendre d'où l'on vient pour voir où l'on va en est la condition.

La présente note ne propose pas de solution automatique applicable à tous les ouvrages. Elle invite à réfléchir, à raisonner en stratégie : identifier le bon cadre légal, distinguer le titre énergétique de l'existence environnementale de l'ouvrage, éviter les confusions procédurales, rechercher la voie la plus proportionnée et anticiper les demandes, savoir se positionner avant d'engager un mouvement.

Un cadrage préalable bien préparé évite plusieurs années d'instruction inutile, des dépenses d'études disproportionnées et des requalifications procédurales défavorables, qui peuvent déboucher sur un nouveau titre d'exploitation très défavorable et des travaux disproportionnés.

En cas de doute, le Cabinet Eau-Énergie se tient à la disposition des propriétaires d'ouvrages hydrauliques, exploitants de centrales hydroélectriques et maîtres d'ouvrage pour les aider à analyser leur situation, puis à proposer et mettre en œuvre une stratégie adaptée à l'historique de l'ouvrage et du cours d'eau.

À votre disposition,

8. Bibliographie et références réglementaires

Textes législatifs et réglementaires

France. *Loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique*. Journal officiel de la République française, 1919.

France. *Loi n° 84-512 du 29 juin 1984 relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles*. Journal officiel de la République française, 1984.

France. *Arrêté interministériel du 2 janvier 1986 fixant la liste des espèces migratrices dans les cours d'eau classés*. Journal officiel de la République française, 1986.

France. *Arrêtés des 26 novembre 1987, 21 août 1989, 27 avril 1995 et 1er août 2002 relatifs aux classements piscicoles*. Journal officiel de la République française.

France. *Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau*. Journal officiel de la République française, 1992.

Union européenne. *Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau*. Journal officiel des Communautés européennes, 2000.

France. *Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques*. Journal officiel de la République française, 2006.

France. *Ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011 portant codification de la partie législative du Code de l'énergie*. Journal officiel de la République française, 2011.

France. *Arrêté ministériel du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement*. Journal officiel de la République française, 2015.

France. *Ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale*. Journal officiel de la République française, 2017.

France. *Décret n° 2003-885 du 10 septembre 2003 portant application de l'article 8 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946, relatif aux conditions de suspension ou de résiliation des contrats d'achat d'électricité*. Journal officiel de la République française, 2003.

Codes cités

France. *Code de l'énergie*. Articles L.511-4, L.511-9, L.531-1, L.531-2 et L.531-3.

France. *Code de l'environnement*. Articles L.211-1, L.214-1 à L.214-11, L.214-6 II, L.214-17, L.214-18, L.181-1 à L.181-31, R.214-1, R.214-32 à R.214-35, R.214-39, R.214-53, R.214-55, R.214-56, R.214-87, R.181-1 à D.181-57, R.181-45, R.181-47 et R.181-49.

France. *Code rural ancien*. Article L.232-5 relatif au débit réservé avant recodification.

Circulaires et documents administratifs

France. Ministère de l'Écologie et du Développement durable. *Circulaire DCE n° 2005-12 du 28 juillet 2005 relative à la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau*. 2005.

France. Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer. *Circulaire du 25 janvier 2010 relative à la mise en œuvre du plan d'actions pour la restauration de la continuité écologique des cours d'eau*. 2010.

France. Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. *Circulaire du 29 octobre 2012 relative à la mise en œuvre de l'obligation d'achat pour les installations hydroélectriques*. 2012.

Agences de l'eau. *Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux – SDAGE*. Bassins Loire-Bretagne, Adour-Garonne, Rhône-Méditerranée et autres bassins concernés.

ONEMA, AFB et OFB. *Documents techniques relatifs à la continuité écologique et à l'analyse des dossiers hydroélectriques*. Documents techniques non opposables.

DREAL et Direction de l'eau et de la biodiversité. *Doctrines internes relatives au QMNA5 et à l'instruction des renouvellements hydroélectriques*. Documents administratifs internes non publiés au Journal officiel.

Doctrine, rapports et analyses publiques

France Hydro Électricité. *Note technique sur le QMNA5*. Octobre 2023.

Conseil général de l'environnement et du développement durable. *Plan d'actions pour la restauration de la continuité écologique des cours d'eau : diagnostic de mise en œuvre*. Paris : CGEDD, décembre 2012.

Conseil général de l'environnement et du développement durable. *Concilier la continuité écologique des cours d'eau avec la préservation des moulins patrimoniaux, la très petite hydroélectricité et les autres usages*. Paris : CGEDD, décembre 2016.

Cour des comptes. *La gestion quantitative de l'eau en période de changement climatique*. Paris : Cour des comptes, juillet 2023.

ONEMA, AFB et OFB. *Référentiels et guides techniques relatifs à l'analyse des dossiers hydroélectriques et à la continuité écologique*. Documents cités sous réserve de leur caractère non réglementaire.

Jurisprudence indicative

Tribunal administratif de Montpellier. *Jugement du 4 février 2025*, n° 2204550.

Cour administrative d'appel de Bordeaux. *Arrêt du 21 mai 2024*, n° 22BX01595.

Cour administrative d'appel de Douai. *Arrêts du 7 mai 2021*, n° 19DA02542 et n° 19DA02543

Référence interne

Bouzon, Denis. *Renouvellement d'autorisation hydroélectrique : droits, procédures, risques et stratégie*. Cahier technique n° 3, Cabinet Eau-Énergie, 2026. Licence CC BY 4.0.

Disponible : <https://www.eau-energie.fr/papers/cahier3.pdf>